

N° 4459¹⁶

CHAMBRE DES DEPUTES

Session ordinaire 1998-1999

PROJET DE LOI**concernant la mise en oeuvre du plan national en faveur de l'emploi 1998**

* * *

**DEUXIEME SERIE D'AMENDEMENTS ADOPTES PAR LA COMMISSION
SPECIALE „PLAN D'ACTION NATIONAL EN FAVEUR DE L'EMPLOI“****DEPECHE DU PRESIDENT DE LA CHAMBRE DES DEPUTES
AU PRESIDENT DU CONSEIL D'ETAT**

(23.12.1998)

Monsieur le Président,

Me référant à l'article 19 (2) de la loi du 12 juillet 1996 portant réforme du Conseil d'Etat, j'ai l'honneur de vous soumettre ci-après une deuxième série d'amendements parlementaires au projet de loi sous rubrique, que la Commission spéciale „Plan d'action national en faveur de l'emploi“ a examinés et adoptés dans ses réunions des 14 et 21 décembre 1998. Il est précisé que ces amendements se rapportent au texte coordonné annexé par le Conseil d'Etat à son avis complémentaire du 1er décembre 1998.

*

I. TEXTE DES AMENDEMENTS**Amendement 1**

L'article 3, paragraphe (2) de la loi du ... portant diverses mesures en faveur de l'emploi des jeunes est complété par un deuxième alinéa qui prend la teneur suivante:

„L'Administration de l'emploi peut faire bénéficier le jeune de l'établissement d'un bilan de compétences. Ce dernier pourra être établi, dans le respect de la législation concernant la protection des données personnelles, par un organisme tiers.“

Amendement 2

L'alinéa 2 de l'article 4 de la loi du ... portant diverses mesures en faveur de l'emploi des jeunes prend la teneur suivante:

„Toutefois, pour les associations sans but lucratif ayant signé avec l'Etat luxembourgeois une convention ou bénéficiant d'un agrément du ministre ayant l'emploi dans ses attributions, aux fins d'une remise au travail ou d'une insertion ou réinsertion professionnelle des jeunes au marché du travail, ainsi que pour les communes et syndicats de communes, le ministre ayant l'emploi dans ses attributions peut accorder une seconde prolongation de six mois au maximum.“

Amendement 3

L'article 8 de la loi du ... portant diverses mesures en faveur de l'emploi des jeunes prend la teneur suivante:

„Le jeune demandeur d'emploi qui refuse sans motif valable un contrat d'auxiliaire temporaire qui lui est proposé par l'Administration de l'emploi est exclu du bénéfice de l'indemnité de chômage complet.“

Il en est de même de l'auxiliaire temporaire qui refuse de suivre les mesures de formation *ou l'établissement d'un bilan de compétences*, conformément à l'article 3, paragraphe (2) de la présente loi."

Amendement 4

Le deuxième alinéa de l'article 10 de la loi du ... portant diverses mesures en faveur de l'emploi des jeunes est modifié comme suit:

„A cet effet, l'employeur doit informer *en temps utile* son ancien auxiliaire temporaire s'il répond aux qualifications et profil exigés. Ce dernier dispose d'un délai de huit jours pour faire connaître sa décision."

Amendement 5

L'article 12 de la loi du ... portant diverses mesures en faveur de l'emploi des jeunes est complété par un deuxième alinéa qui prend la teneur suivante:

„L'Administration de l'emploi peut faire bénéficier le jeune de l'établissement d'un bilan de compétences. Ce dernier pourra être établi, dans le respect de la législation concernant la protection des données personnelles, par un organisme tiers."

Amendement 6

L'article 13 de la loi du ... portant diverses mesures en faveur de l'emploi des jeunes prend la teneur suivante:

„Le demandeur d'emploi admis au bénéfice ou sollicitant le bénéfice de l'indemnité de chômage complet ne peut refuser, sans motif valable, le placement en stage d'insertion *ou l'établissement d'un bilan de compétences* lui proposés par l'Administration de l'emploi.

Lorsqu'il refuse, sans motif valable, le placement en stage d'insertion qui lui est proposé *ou lorsqu'il refuse l'établissement d'un bilan de compétences*, il est exclu du bénéfice de l'indemnité de chômage complet."

Amendement 7

Le paragraphe (1) de l'article 14 de la loi du ... portant diverses mesures en faveur de l'emploi des jeunes est modifié comme suit:

„Le demandeur d'emploi placé en stage d'insertion touche, en lieu et place de l'indemnité de chômage complet, une indemnité de base fixée à quatre-vingts pour cent du salaire social minimum pour travailleurs non qualifiés versée par l'Administration de l'emploi. L'entreprise peut, à titre facultatif, lui verser une prime de mérite."

Amendement 8

Le chapitre 8 de la loi du .. portant diverses mesures en faveur de l'emploi des jeunes devient le chapitre 7.

L'article 25 est complété comme suit:

„La surveillance de l'application des dispositions des articles 1er à 25 de la présente loi et des règlements d'exécution y prévus est exercée par l'Administration de l'emploi et par l'Inspection du Travail et des Mines *dans les limites de leurs compétences respectives*."

Amendement 9

Le point 10. du paragraphe (1) de l'article 2 de la loi modifiée du 30 juin 1976 portant 1. création d'un fonds pour l'emploi; 2. réglementation de l'octroi des indemnités de chômage complet est modifié comme suit:

„10. de la prise en charge des frais relatifs à l'établissement, par des organismes tiers, de bilans de compétences pour chômeurs, indemnisés ou non indemnisés, conformément aux articles 3,

paragraphe (2) et 12 de la loi du ... portant diverses mesures en faveur de l'emploi des jeunes ainsi qu'à l'article 34 de la présente loi."

Amendement 10

A l'article 8, numéro 1 de la loi modifiée du 30 juin 1976 portant 1. création d'un fonds pour l'emploi; 2. réglementation de l'octroi des indemnités de chômage complet, le taux de contribution de chaque commune est ramené de 2% à 0%.

Les présentes dispositions s'appliquent au produit de l'impôt commercial perçu pendant les années d'alimentation du fonds pour l'emploi postérieures à 1999.

Amendement 11

L'article 34 de la loi modifiée du 30 juin 1976 portant 1. création d'un fonds pour l'emploi; 2. réglementation de l'octroi des indemnités de chômage complet est complété par un deuxième alinéa qui prend la teneur suivante:

„L'Administration de l'emploi peut faire bénéficier le demandeur d'emploi de l'établissement d'un bilan de compétences. Ce dernier pourra être établi, dans le respect de la législation concernant la protection des données personnelles, par un organisme tiers."

Amendement 12

L'article 35 de la loi modifiée du 30 juin 1976 portant 1. création d'un fonds pour l'emploi; 2. réglementation de l'octroi des indemnités de chômage complet prend la teneur suivante:

„Le demandeur d'emploi, admis au bénéfice ou sollicitant le bénéfice de l'indemnité de chômage complet, ne peut refuser, sans motif valable, le placement en stage de réinsertion ou l'établissement d'un bilan de compétences lui proposés par l'Administration de l'emploi.

Lorsqu'il refuse, sans motif valable, le placement en stage de réinsertion qui lui est proposé ou lorsqu'il refuse l'établissement d'un bilan de compétences, il est exclu du bénéfice de l'indemnité de chômage complet."

Amendement 13

Le troisième alinéa de l'article 37 de la loi modifiée du 30 juin 1976 portant 1. création d'un fonds pour l'emploi; 2. réglementation de l'octroi des indemnités de chômage complet est modifié comme suit:

„Un règlement grand-ducal pris sur avis du Conseil d'Etat et de l'assentiment de la commission de travail de la Chambre des députés peut modifier les taux prévus à l'alinéa qui précède, sans que ces taux ne puissent devenir ni inférieurs à vingt-cinq pour cent ni supérieurs à soixante-quinze pour cent."

Amendement 14

Le deuxième alinéa du paragraphe (1) de l'article 40 de la loi modifiée du 30 juin 1976 portant 1. création d'un fonds pour l'emploi; 2. réglementation de l'octroi des indemnités de chômage complet est modifié comme suit:

„L'employeur doit informer en temps utile son ancien stagiaire s'il répond aux qualifications et profil exigés. Ce dernier dispose d'un délai de huit jours pour faire connaître sa décision.

Amendement 15

L'article 41 de la loi modifiée du 30 juin 1976 portant 1. création d'un fonds pour l'emploi; 2. réglementation de l'octroi des indemnités de chômage complet est complété comme suit:

„La surveillance de l'application des dispositions des articles 34 à 40 de la présente loi et des règlements d'exécution y prévus est exercée par l'Administration de l'emploi et par l'Inspection du Travail et des Mines dans les limites de leurs compétences respectives."

Amendement 16

Les articles 43 et 44 de la loi modifiée du 30 juin 1976 portant 1. création d'un fonds pour l'emploi; 2. réglementation de l'octroi des indemnités de chômage complet prennent respectivement la teneur suivante:

„Art. 43.– Au cas où la convention collective de travail prévoit une réduction du temps de travail en vue de rendre possible l'embauche de chômeurs, le fonds pour l'emploi verse à l'employeur, pendant une durée minimum de douze mois et une durée maximum de cinq ans, *une prime correspondant au montant des cotisations sociales dues pour le salarié nouvellement embauché*, inscrit à l'Administration de l'emploi avant son embauche. *Le paiement de la prime cesse dès que le chômeur embauché quitte l'entreprise.*“

„Art. 44.– (1) Au cas où un salarié âgé de plus de 49 ans accomplis décide, d'un commun accord avec l'employeur, de passer d'un travail à temps plein à un travail à temps partiel, le fonds pour l'emploi verse à l'employeur, *pendant sept ans au plus, une prime correspondant au montant de la part patronale des cotisations sociales dues pour le salarié en question*, à condition que l'employeur embauche, moyennant contrat à durée indéterminée ou à durée déterminée d'une durée de dix-huit mois au moins, et au moins pour la fraction du poste libérée par le salarié passé au travail à temps partiel, un demandeur d'emploi sans emploi inscrit depuis trois mois au moins à l'Administration de l'emploi.

(2) Au cas où cette embauche se fait moyennant contrat à durée indéterminée, le montant de la prime visée à l'alinéa qui précède correspondra à l'intégralité des cotisations sociales dues pour le salarié passé du travail à plein temps vers le travail à temps partiel.

Il en est de même au cas où l'engagement du demandeur d'emploi se fait à plein temps ou si elle concerne un demandeur d'emploi du sexe sous-représenté dans le secteur d'activité et/ou dans la profession en question.

Un règlement grand-ducal définira les secteurs d'activité et/ou les professions dans lesquels la sous-représentation d'un des deux sexes justifie l'application de l'alinéa qui précède.

(3) Le fonds pour l'emploi versera à l'employeur, pendant sept ans au plus, *une prime correspondant au montant de la part patronale des cotisations sociales dues pour le demandeur d'emploi embauché conformément aux modalités fixées au paragraphe (1) du présent article.*

Au cas où le demandeur d'emploi embauché est du sexe sous-représenté dans le secteur d'activité et/ou dans la profession en question, et au cas où l'embauche se fait moyennant contrat à durée indéterminée ou à plein temps, le montant de la prime visée à l'alinéa qui précède correspondra à l'intégralité des cotisations sociales dues pour le demandeur d'emploi embauché.

Un règlement grand-ducal définira les secteurs d'activité et/ou les professions dans lesquels la sous-représentation d'un des deux sexes justifie l'application de l'alinéa qui précède.

(4) L'employeur devra rapporter la preuve de la relation causale entre le passage d'un de ses salariés vers un travail à temps partiel et l'embauche du demandeur d'emploi.“

Amendement 17

Les points 28. et 29. du paragraphe (1) de l'article 2 de la loi modifiée du 30 juin 1976 portant 1. création d'un fonds pour l'emploi; 2. réglementation de l'octroi des indemnités de chômage complet prennent respectivement la teneur suivante:

„28. de la prise en charge de la prime versée à l'employeur en cas de passage d'un salarié d'un travail à temps plein vers un travail à temps partiel conformément à l'article 43 de la présente loi.“

„29. de la prise en charge de la prime versée à l'employeur en cas d'embauche de chômeurs inscrits à l'Administration de l'emploi par suite d'une réduction du temps de travail prévue par la convention collective, conformément à l'article 44 de la présente loi.“

Amendement 18

L'article 45 de la loi modifiée du 30 juin 1976 portant 1. création d'un fonds pour l'emploi; 2. réglementation de l'octroi des indemnités de chômage complet prend la teneur suivante:

„Le fonds pour l'emploi prend en charge les frais de voyage et les frais de garde d'enfants encourus par les parents en situation monoparentale disposant d'un revenu de ménage égal ou inférieur à 1.5 fois le salaire social minimum pour travailleurs non qualifiés du fait de leur participation à une mesure de formation leur assignée par l'Administration de l'emploi ou le service national d'action sociale ou dans un centre de formation professionnelle continue.“

Amendement 19

Le paragraphe 2. de l'article 35 (46 selon le Conseil d'Etat) de la loi modifiée du 30 juin 1976 portant 1. création d'un fonds pour l'emploi; 2. réglementation de l'octroi des indemnités de chômage complet prend la teneur suivante:

„2. Les décisions portant attribution, maintien, reprise, prorogation, refus ou retrait de l'indemnité de chômage, *suspension de la gestion du dossier et retardement du début de l'indemnisation*, ainsi que les décisions ordonnant le remboursement des indemnités sont prises par le directeur de l'Administration de l'emploi ou les fonctionnaires par lui délégués à cet effet.

Les décisions portant refus d'attribution, refus de maintien, refus de prorogation, retrait de l'indemnité, *suspension du traitement du dossier et retardement du début de l'indemnisation* doivent être motivées et notifiées au requérant par lettre recommandée à la poste.“

Amendement 20

Les articles 9, 13 et 14, paragraphe (1) de la loi modifiée du 21 février 1976 concernant l'organisation et le fonctionnement de l'Administration de l'emploi et portant création d'une Commission nationale de l'emploi prennent respectivement la teneur suivante:

„**Art. 9.**– (1) Dans l'intérêt du maintien du plein emploi, de l'analyse du marché de l'emploi et en vue des décisions concernant l'emploi des travailleurs étrangers, tout poste de travail doit obligatoirement être déclaré à l'Administration de l'Emploi. En cas de publication dans la presse écrite ou parlée ou par tout autre moyen de publication ou de communication, l'offre d'emploi doit être déclarée à l'Administration de l'Emploi au moins trois jours ouvrables à l'avance.

Cette disposition ne s'applique pas aux emplois du secteur public soumis à des conditions d'admission légales ou réglementaires.

L'employeur qui n'exécute pas les obligations lui imposées par le présent article est passible, en cas d'une première infraction, d'une amende d'ordre de dix mille à cent mille francs.

Les décisions d'infliger l'amende d'ordre sont prises par le directeur de l'Administration de l'Emploi. Elles sont susceptibles d'un recours devant le tribunal administratif qui statue comme juge du fond.

En cas de récidive, l'article 41 est applicable.

(2) Les déclarations de places vacantes doivent contenir notamment les données suivantes:

- a) l'indication exacte de l'identité de l'employeur, le genre d'emploi vacant ainsi que la formation, l'aptitude professionnelle et la qualification requises pour chaque emploi offert;
- b) les conditions de travail et de rémunération offertes.

(3) Les déclarations de places vacantes sont considérées comme des offres d'emploi.“

„**Art. 13.**– *L'obligation d'informer l'Administration de l'Emploi des places vacantes s'applique également aux employeurs établis à l'étranger ainsi qu'aux représentants d'employeurs.*

A la demande de l'employeur ou de son représentant, l'Administration de l'Emploi s'abstiendra de révéler l'identité de l'employeur à des tiers.“

„**Art. 14.**– (1) Le placement au sens de la présente loi relève de la compétence de l'Administration de l'emploi, sans préjudice de la libre prestation de services transfrontalière au sein de l'Espace Economique Européen, qui reste soumise à l'obligation d'information visée aux articles 9 et 13.“

Amendement 21

La loi du 12 novembre 1991 sur les travailleurs handicapés est modifiée comme suit:

1) L'article 1er, alinéa 1er prend la teneur suivante:

„Ont la qualité de travailleurs handicapés au sens de la présente loi et sous réserve des dispositions des alinéas 2, 3 et 4 qui suivent, les accidentés du travail, les invalides de guerre ainsi que les personnes ayant un handicap physique, mental, sensoriel, psychique *et/ou psycho-social*.“

2) L'article 9, point 1) prend la teneur suivante:

„par l'Etat, pour les personnes ayant un handicap physique, mental, sensoriel, psychique *et/ou psycho-social*, ainsi que pour les invalides de guerre dans les limites prévues par la loi du 25 février 1950 concernant l'indemnisation des dommages de guerre.“

3) L'article 11, paragraphe (1) prend la teneur suivante:

„(1) Les décisions de refus ou de retrait visées aux articles 3 et 4 qui précèdent peuvent faire l'objet d'une demande en réexamen auprès de la commission spéciale instituée par l'article 35 de la loi modifiée du 30 juin 1976 portant 1. création d'un fonds pour l'emploi; 2. réglementation de l'octroi des indemnités de chômage complet. Cette commission de réexamen est complétée à cet effet par des représentants d'associations privées ayant pour but la sauvegarde des intérêts des accidentés du travail, des mutilés de guerre et des prisonniers et déportés politiques, ainsi que des personnes ayant un handicap physique, mental, sensoriel, psychique *et/ou psycho-social*, qui pourront assister aux délibérations avec voix consultative. Il sera nommé un suppléant à chaque représentant des associations privées précitées. La composition et le fonctionnement de cette commission seront déterminés par règlement grand-ducal.“

4) L'article C prend la teneur suivante:

„L'article 4 de la loi modifiée du 22 avril 1966 portant réglementation uniforme du congé annuel des salariés du secteur privé est modifié comme suit:

Un congé supplémentaire de six jours ouvrables est accordé aux invalides de guerre, aux accidentés de travail et aux personnes ayant un handicap physique, mental, sensoriel, psychique *et/ou psycho-social*, auxquelles a été reconnue la qualité de travailleur handicapé conformément à l'article 3 de l'article B de la loi du 12 novembre 1991 sur les travailleurs handicapés. L'indemnité journalière du congé supplémentaire est à charge des crédits budgétaires de l'Etat.

Les employeurs des communes et les syndicats des communes peuvent demander le remboursement du congé supplémentaire de six jours ouvrables accordé aux travailleurs handicapés engagés.

L'article 6, alinéa 1er de la loi modifiée du 12 mars 1973 portant réforme du salaire social minimum est modifié comme suit:

L'employeur occupant un salarié qui, en raison d'une infériorité physique ou intellectuelle, se trouve hors d'état de fournir en son emploi un rendement normal, peut être autorisé par décision du directeur de l'Inspection du travail et des mines, sur avis de la commission d'orientation et de reclassement professionnel prévue à l'article 3 de l'article B de la présente loi, à appliquer à ce travailleur pour le paiement du salaire social minimum un taux d'abattement déterminé.“

Amendement 22

Le paragraphe (1) de l'article 15 de la loi modifiée du 21 février 1976 concernant l'organisation et le fonctionnement de l'Administration de l'emploi et portant création d'une Commission nationale de l'emploi prend la teneur suivante:

„Tous les demandeurs d'emploi, *indemnisés ou non*, sont tenus de se présenter aux bureaux de placement publics aux jours et heures qui leur sont indiqués par ces bureaux.

Les demandeurs d'emploi *non indemnisés* qui, sans excuse valable, ne répondent pas aux convocations, aux actions d'orientation, *y compris l'établissement d'un bilan de compétences*, de formation et de placement de l'Administration de l'emploi, verront la gestion de leur dossier suspendue pour une durée de deux mois. *Le début de l'indemnisation conformément à la loi modifiée du 30 juin 1976 portant 1. création d'un fonds pour l'emploi; 2. réglementation de l'octroi des indemnités de chômage complet est retardé d'autant.*“

Amendement 23

1. L'alinéa 1er du paragraphe (3) de l'article 4 de la loi modifiée du 9 décembre 1970 portant réduction et réglementation de la durée du travail des ouvriers occupés dans les secteurs public et privé de l'économie prend la teneur suivante:

„Toute entreprise établira en temps utile, et au plus tard cinq jours francs avant le début de la période de référence visée au paragraphe (2) du présent article, un plan d'organisation du travail, couvrant l'ensemble de la période de référence, portant sur l'activité prévisible de l'entreprise au cours de la période de référence et fixant les principes régissant l'organisation du travail en cas d'événements imprévisibles ou en cas de force majeure, sans préjudice de l'application de l'article 37 de la loi modifiée du 24 mai 1989 sur le contrat de travail.“

2. Les alinéas 3 et 5 actuels du paragraphe (3) de l'article 4 de la loi modifiée du 9 décembre 1970 portant réduction et réglementation de la durée du travail des ouvriers occupés dans les secteurs public et privé de l'économie deviennent respectivement les nouveaux alinéas 2 et 4.

3. L'alinéa 4 actuel du paragraphe (3) de l'article 4 de la loi modifiée du 9 décembre 1970 portant réduction et réglementation de la durée du travail des ouvriers occupés dans les secteurs public et privé de l'économie devient le nouvel alinéa 3 et prend la teneur suivante:

„Sauf en cas d'événements imprévisibles ou en cas de force majeure au sens de l'alinéa 1 du présent paragraphe, le travail presté au-delà des limites fixées par le plan d'organisation du travail pour la journée, la semaine et la période de référence entière est considéré comme travail supplémentaire au sens des articles 11 et suivants de la présente loi.“

4. L'alinéa 6 actuel du paragraphe (3) de l'article 4 de la loi modifiée du 9 décembre 1970 portant réduction et réglementation de la durée du travail des ouvriers occupés dans les secteurs public et privé de l'économie devient le nouvel alinéa 5 et prend la teneur suivante:

„Tout plan d'organisation du travail établi sur la base du présent article sera obligatoirement et préalablement soumis, s'il y a lieu, à l'avis de la délégation du personnel compétente, ou, à défaut, à l'avis du personnel concerné. En cas de désaccord de la délégation ou du personnel, se documentant par quatre avis négatifs consécutifs et dûment motivés à propos des plans d'organisation du travail leur soumis, le litige sera soumis par la partie la plus diligente au directeur de l'Inspection du Travail et des Mines ou à son délégué, qui tentera de trouver un accord entre parties.“

5. Il est inséré un nouvel alinéa 6 de la teneur suivante:

„En cas de subsistance du désaccord dûment constaté par le directeur de l'Inspection du Travail et des Mines ou son délégué, l'Office National de Conciliation pourra être saisi par la partie la plus diligente, conformément à l'arrêté grand-ducal du 6 octobre 1945 ayant pour objet l'institution, les attributions et le fonctionnement d'un Office National de Conciliation.“

6. Le paragraphe (7) de l'article 4 de la loi modifiée du 9 décembre 1970 portant réduction et réglementation de la durée du travail des ouvriers occupés dans les secteurs public et privé de l'économie est supprimé.

Amendement 24

1. L'alinéa 1er du paragraphe (4) de l'article 6 de la loi modifiée du 7 juin 1937 ayant pour objet la réforme de la loi du 31 octobre 1919 portant règlement légal du louage de service des employés privés prend la teneur suivante:

„Toute entreprise établira en temps utile, et au plus tard cinq jours francs avant le début de la période de référence visée au paragraphe (2) du présent article, un plan d'organisation du travail, couvrant l'ensemble de la période de référence, portant sur l'activité prévisible de l'entreprise au cours de la période de référence et fixant les principes régissant l'organisation du travail en cas d'événements imprévisibles ou en cas de force majeure, sans préjudice de l'application de l'article 37 de la loi modifiée du 24 mai 1989 sur le contrat de travail.“

2. Les alinéas 3, 4 et 5 actuels du paragraphe (4) de l'article 6 de la loi modifiée du 7 juin 1937 ayant pour objet la réforme de la loi du 31 octobre 1919 portant règlement légal du louage de service des employés privés deviennent respectivement les nouveaux alinéas 2, 3 et 4.

3. L'alinéa 6 actuel du paragraphe (4) de l'article 6 de la loi modifiée du 7 juin 1937 ayant pour objet la réforme de la loi du 31 octobre 1919 portant règlement légal du louage de service des employés privés devient le nouvel alinéa 5 et prend la teneur suivante:

„Tout plan d'organisation du travail établi sur la base du présent article sera obligatoirement et préalablement soumis, s'il y a lieu, à l'avis de la délégation du personnel compétente, ou, à défaut, à l'avis du personnel concerné.

En cas de désaccord de la délégation ou du personnel, se documentant par quatre avis négatifs consécutifs et dûment motivés à propos des plans d'organisation du travail leur soumis, le litige sera soumis par la partie la plus diligente au directeur de l'Inspection Travail et des Mines ou à son délégué, qui tentera de trouver un accord entre parties.”

4. Il est inséré un nouvel alinéa 6 de la teneur suivante:

„En cas de subsistance du désaccord dûment constaté par le directeur de l'Inspection du Travail et des Mines ou son délégué, l'Office National de Conciliation pourra être saisi par la partie la plus diligente, conformément à l'arrêté grand-ducal du 6 octobre 1945 ayant pour objet l'institution, les attributions et le fonctionnement d'un Office National de Conciliation.”

5. L'alinéa 8 actuel est supprimé.

Amendement 25

Le paragraphe (3) de l'article 1er de la loi modifiée du 26 février 1993 concernant le travail volontaire à temps partiel prend la teneur suivante:

„Sauf disposition contraire du contrat de travail, la durée de travail journalière et hebdomadaire effective du salarié à temps partiel résultant de l'application des dispositions du paragraphe (2) du présent article ne peut excéder de plus de 20% la durée de travail journalière et hebdomadaire normale fixée au contrat de travail.”

Amendement 26

Il est inséré un article XIIIbis qui prend la teneur suivante:

„Article XIIIbis: La loi du 3 août 1977 ayant pour objet:

I. d'interdire le travail clandestin

II. de modifier l'article 26 a) de la loi du 2 juin 1962 déterminant les conditions d'accès et d'exercice de certaines professions ainsi que celles de la constitution et de la gestion d'entreprises, modifiée et complétée par la loi du 26 août 1975 est respectivement modifiée et complétée comme suit:

La première phrase de l'article 6 prend la teneur suivante:

Art. 6.— Les infractions à la présente loi sont recherchées et constatées par les officiers et agents de la police ou de la gendarmerie, par les agents des douanes et accises à partir du grade de brigadier principal, par le personnel d'inspection de l'Inspection du Travail et des Mines à partir de la carrière moyenne et par les fonctionnaires, à partir du grade de commis adjoint, du département délivrant les autorisations d'établissement, dûment mandatés à cet effet par le ministre du ressort.”

Amendement 27

La première phrase de l'article XVII est modifiée comme suit:

„L'alinéa 3 du paragraphe (1) de l'article 11 est modifié comme suit:

Amendement 28

L'article XVIII est modifié comme suit:

* La première phrase du point 1 est modifiée comme suit:

„Le point 1er, point 3 est complété comme suit:”

* Le troisième alinéa du point 4 est modifié comme suit:

„Art. 29ter.– Congé pour raisons familiales

Le fonctionnaire en activité de service a droit à un congé pour raisons familiales à accorder selon les conditions et modalités prévues dans la loi du ...portant création d'un congé parental et d'un congé pour raisons familiales.

Un règlement grand-ducal déterminera les mesures d'exécution du présent article.“

Amendement 29

L'article XIX est modifié comme suit:

* La première phrase du point 3 est modifiée comme suit:

„Entre les alinéas 1er et 2 du point 1. de l'article 31 est inséré le texte suivant:“

* Le troisième alinéa du point 2 est modifié comme suit:

„Art. 30ter.– Congé pour raisons familiales.

Le fonctionnaire en activité de service a droit à un congé pour raisons familiales à accorder selon les conditions et modalités prévues dans la loi du ... portant création d'un congé parental et d'un congé pour raisons familiales. (...)

Un règlement grand-ducal détermine les mesures d'exécution du présent article.“

* Le point 4 est modifié comme suit:

„4. Entre les alinéas 1er et 2 du point 1 de l'article 32 est inséré le texte suivant:

„Toutefois le fonctionnaire qui bénéficie du congé parental visé à l'article 30bis n'a pas droit au congé pour travail à mi-temps prévu au présent paragraphe.“

Amendement 30

Il est introduit un nouvel article XXIV ayant la teneur suivante:

„Art. XXIV.– Est introduite la loi du ... portant création d'un congé parental et d'un congé pour raisons familiales.“

Les articles de la loi précitée prennent la teneur suivante:

Sont repris à cette place les articles 1er à 18 du projet de loi portant création d'un congé parental et d'un congé pour raisons familiales dans sa version de l'avis complémentaire du Conseil d'Etat du 1er décembre 1998.

Les amendements suivants y sont apportés:

Article 1er:

* Le point a) est modifié comme suit:

„élève dans son foyer un ou plusieurs enfants âgés de moins de 5 ans, pour lesquels sont versées des allocations familiales et qui remplissent à son égard les conditions prévues à l'article 2, alinéas 2 et 3 de la loi modifiée du 19 juin 1985 concernant les allocations familiales et portant création de la Caisse nationale des prestations familiales. Les conditions de l'article 2, alinéas 2 et 3 de la loi précitée sont présumées être remplies dans le chef de l'enfant à adopter lorsque le congé d'accueil prévu par la loi du 14 mars 1988 portant création de congés d'accueil pour les salariés du secteur privé, par la loi modifiée du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'Etat ainsi que par la loi modifiée du 24 décembre 1985 fixant le statut général des fonctionnaires communaux a été accordé;

est assimilée au congé d'accueil la période indemnisée au même titre par la Caisse de maladie compétente pour les professions visées à l'article 1er (4) et (5) du code des assurances sociales.“

* Le point b) est modifié comme suit:

„s'adonne principalement à l'éducation du et des enfants, visés au point a) du présent article, et qui n'exerce aucune activité professionnelle pendant la durée du congé parental ou exerce pendant la durée du congé parental à temps partiel une ou plusieurs activités professionnelles à temps partiel sans que la durée mensuelle totale de l'activité professionnelle ne dépasse la moitié de la durée mensuelle normale de travail applicable dans l'établissement en vertu de la loi ou de la convention collective de travail.“

* Le point d) est modifié comme suit:

„est occupée légalement et d'une façon continue sur un lieu de travail situé sur le territoire du Grand-Duché de Luxembourg au moment de la naissance ou de l'introduction de la procédure judiciaire en vue de l'adoption de l'enfant, soit à son propre compte, soit *depuis au moins une année précédant le début du congé parental auprès d'une même* entreprise légalement établie sur le territoire du Grand-Duché de Luxembourg moyennant contrat de travail ou d'apprentissage dont la durée *mensuelle* de travail est au moins égale à la moitié de la durée normale de travail applicable dans l'établissement en vertu de la loi ou de la convention collective de travail, soit en qualité de fonctionnaire, d'employé ou d'ouvrier de l'Etat, d'une commune, d'un établissement public et de la société nationale des chemins de fer, selon les mêmes conditions;

Par dérogation à l'alinéa qui précède, la personne y définie, qui est obligée de changer d'employeur pour des raisons économiques qui ne lui sont pas imputables, peut être admise au bénéfice du congé parental, de l'accord du nouvel employeur, si au cours des quinze mois précédant la naissance de l'enfant ou l'introduction de la procédure judiciaire en vue de l'adoption, elle a été légalement occupée pendant douze mois sur un lieu de travail et auprès d'une entreprise tels que définis à l'alinéa qui précède.”

* Le point e) est modifié comme suit:

„e) soit est affilié obligatoirement à l'assurance pension du régime unique au titre des périodes visées à l'article 171, alinéa (1), tirets 1), 2), 3), 5) et 6) du code des assurances sociales pour une durée d'au moins 12 mois continus précédant immédiatement le début du congé;

soit est en activité de service en qualité de fonctionnaire, d'employé ou d'ouvrier d'Etat, d'une commune, d'un établissement public et de la société nationale des chemins de fer pour une durée d'au moins 12 mois continus précédant immédiatement le début du congé.

Toutefois peuvent être admis au bénéfice des dispositions du présent chapitre les salariés détachés sur un lieu de travail situé hors du territoire du Grand-Duché de Luxembourg au moment de la naissance ou de l'adoption de l'enfant à condition d'être normalement occupés auprès d'une entreprise légalement établie au territoire du Grand-Duché de Luxembourg et dont l'activité normale se déroule sur le territoire luxembourgeois.

Un règlement grand-ducal peut prévenir les modalités d'application du présent article.

Article 2:

* Le 2^e alinéa est modifié comme suit:

„En accord avec *le ou les* employeurs, le parent bénéficiaire peut prendre un congé parental à temps partiel de 12 mois. Dans ce cas, son activité professionnelle doit être réduite d'au moins la moitié de la durée *mensuelle* normale de travail lui applicable en vertu de la loi ou de la convention collective du travail.”

Article 4:

* Le paragraphe (3) est modifié comme suit:

„Le parent exerçant une activité indépendante, qui entend prendre son congé parental, doit notifier le début du congé à la *Caisse nationale des prestations familiales* dans les formes et délais prévus aux paragraphes (1) et (2).”

Article 8:

* L'alinéa 1 du paragraphe (1) est modifié comme suit:

„Le congé parental ouvre droit à une indemnité pécuniaire forfaitaire, désignée par la suite „l'indemnité”, qui est fixée à 11.000.– francs par mois pour le congé à plein temps et à 5.500.– francs par mois pour le congé à temps partiel. Elle est versée en tranches mensuelles pendant toute la durée du congé parental *prévue par la présente loi.*”

Article 9:

* Le paragraphe (1) est modifié comme suit:

„Le paiement de l'indemnité prévue à l'article 8 incombe à la *Caisse nationale des prestations familiales* dénommée ci-après „la Caisse”. Pour pouvoir prétendre au paiement de l'indemnité, le parent qui a obtenu le congé parental doit présenter une demande écrite à la Caisse.”

* Le paragraphe (3) est modifié comme suit:

„La naissance dûment certifiée par l'officier de l'état civil doit être déclarée à la Caisse dans le même délai à compter de la déclaration prévue à l'article 55 du code civil, ensemble avec les attestations nécessaires à la détermination du droit et de la période de paiement.

En cas d'allaitement, la prolongation du congé de maternité doit être communiquée à la Caisse avant la septième semaine suivant l'accouchement.

Dans le cas contraire, le parent concerné en informe par écrit la Caisse dans le même délai.

En cas d'adoption d'un enfant de moins de 5 ans, les adoptants doivent transmettre à la Caisse, ensemble avec la demande prévue au paragraphe (2), un certificat du tribunal attestant que la procédure en vue de l'adoption a été entamée.“

* Le paragraphe (4) est modifié comme suit:

„Avant le début du congé parental, la Caisse confirme aux parents et à l'employeur de chacun des parents salariés le choix du parent, la décision d'octroi de l'indemnité et la période pour laquelle l'indemnité est accordée. Lorsqu'elle constate que l'une des conditions prévue à l'article 1er n'est pas remplie ou vient à défaillir, elle en informe aussitôt, par décision motivée et recommandée à la poste, l'employeur et le parent concerné. En cas de contestation de la part du parent concerné, il est procédé conformément à l'article 5, alinéa final.“

* Le paragraphe (5) est modifié comme suit:

„L'indemnité demandée conformément aux paragraphes 2 et 3 du présent article est versée au cours de chaque mois pour lequel elle est due.“

Article 10:

* Le paragraphe (1) est modifié comme suit:

„En cas de paiement de l'allocation d'éducation ou d'une prestation non luxembourgeoise de même nature, le parent bénéficiaire n'a pas droit, pour le même enfant, à l'indemnité prévue à l'article 8. En outre, l'allocation d'éducation ne peut plus être payée pour le même enfant lorsque l'indemnité a été versée à l'un des parents conformément à l'article 8.

* Il est ajouté un nouveau paragraphe (3) qui a la teneur suivante:

„L'indemnité est suspendue pendant la période visée à l'article 6 (2) de la loi modifiée du 3 juillet 1975 concernant la protection de la maternité de la femme au travail.“

* L'ancien paragraphe (3) devient le paragraphe (4).

Articles 13 à 18:

Les articles 13 à 18 prennent la teneur suivante:

Art. 13.– Sans préjudice des dispositions plus favorables prévues dans les conventions collectives, il est institué un congé spécial dit „congé pour raisons familiales“.

Art. 14.– Peut prétendre au congé pour raisons familiales, le travailleur salarié ayant à charge un enfant, âgé de moins de 15 ans accomplis, nécessitant en cas de maladie grave, d'accident ou d'autre raison impérieuse de santé la présence de l'un de ses parents.

Est considéré comme enfant à charge, l'enfant pour lequel les allocations familiales sont accordées par la Caisse nationale des prestations familiales dans le chef du bénéficiaire.

Art. 15.– La durée du congé pour raisons familiales ne peut pas dépasser deux jours par enfant et par an.

La durée du congé pour raisons familiales peut être prorogée sur décision du Contrôle médical de la sécurité sociale pour des groupes de maladies ou de déficiences d'une gravité exceptionnelle, définis par règlement grand-ducal.

Le congé pour raisons familiales peut être fractionné.

Art. 16.– L'absence du bénéficiaire lors d'un congé pour raisons familiales est justifiée moyennant un certificat médical attestant la maladie, l'accident ou d'autres raisons impérieuses de santé de l'enfant, la nécessité de la présence du bénéficiaire et la durée de celle-ci.

Le bénéficiaire est obligé, le jour même de son absence, d'en avvertir personnellement ou par personne interposée, soit oralement soit par écrit, l'employeur ou le représentant de celui-ci.

Art. 17.– (1) *La période du congé pour raisons familiales est assimilée à une période d'incapacité de travail pour cause de maladie ou d'accident. Pendant cette durée, les dispositions légales en matière de sécurité sociale et de protection au travail restent applicables aux bénéficiaires.*

(2) *L'employeur averti conformément à l'article 16 n'est pas autorisé à notifier au salarié la résiliation de son contrat de travail, ou le cas échéant, la convocation à l'entretien préalable visé à l'article 19 de la loi modifiée du 24 mai 1989 sur le contrat de travail.*

Les dispositions de l'alinéa qui précède cessent d'être applicables à l'égard de l'employeur si le certificat médical n'est pas présenté.

Les dispositions qui précèdent ne font pas obstacle à l'échéance du contrat de travail à durée déterminée ou à la résiliation du contrat à durée indéterminée ou à durée déterminée pour motifs graves procédant du fait ou de la faute du salarié. Restent également applicables les dispositions de l'article 30 et de l'article 34, paragraphe (2), 2) troisième alinéa de la loi du 24 mai 1989 sur le contrat de travail.

La résiliation du contrat effectuée en violation des dispositions du présent paragraphe est abusive.

(3) *Les dispositions du paragraphe (2) du présent article ne sont pas applicables si l'avertissement, sinon la présentation du certificat médical visé à l'article 16, sont effectués après réception de la lettre de résiliation du contrat ou, le cas échéant, après réception de la lettre de convocation à l'entretien préalable.*

(4) *L'article 35, paragraphe (3), sous 2, de la loi modifiée du 24 mai 1989 sur le contrat de travail n'est pas applicable au congé pour raisons familiales pour autant qu'il prévoit au profit de l'employé privé le maintien intégral de son traitement pour la fraction du mois de la survenance de l'incapacité de travail et les trois mois subséquents.*

Art. 18.– *Toute contestation relative au congé pour raisons familiales relevant d'un contrat de travail ou d'apprentissage entre un employeur, d'une part, et un salarié, d'autre part, est de la compétence des tribunaux du travail.*

Un règlement grand-ducal peut préciser les conditions d'exercice des voies de recours relatives aux contestations en question."

* Le chapitre 4.– Dispositions finales, article 20, est modifié comme suit:

„Chapitre 3.– Dispositions finales

Art. 19.– *Il sera procédé avant le 1er juillet 2003 à une évaluation des effets des dispositions du chapitre 1er de la présente loi ayant trait au congé parental. Cette évaluation portera notamment sur l'incidence du congé parental sur le marché de l'emploi, ses effets sur l'égalité des chances et ses effets dans l'intérêt de l'enfant.*

Sur la base de cette évaluation, le congé parental prévu à l'article 2 alinéa 1 est réduit de 6 à 3 mois et celui prévu au même article à l'alinéa 2 est réduit de 12 à 6 mois. La prolongation du congé parental prévu à l'alinéa 3 est réduite en cas d'accouchement multiple de 2 à 1 mois pour le travail à plein temps et de 4 à 2 mois pour le travail à temps partiel pour les enfants nés après le 1er juillet 2003.

Les dispositions de la loi sur le congé parental peuvent être prorogées par une loi spéciale.

La présente loi est mise en vigueur le 1er jour du mois qui suit sa publication au Mémorial.

Les dispositions du chapitre 1er sur le congé parental peuvent être invoquées par les parents du chef des enfants nés après le 31 décembre 1998 ou dont la procédure d'adoption est introduite auprès du tribunal compétent après cette date.

Pour les enfants nés entre le 31 décembre 1998 et l'entrée en vigueur de la présente loi, par exception aux délais prévus à l'article 4 de la présente loi, le parent salarié qui entend exercer son droit au congé parental doit notifier sa demande à son employeur dans la quinzaine après la mise en vigueur de la présente loi.

La demande pour l'indemnité pécuniaire de congé parental prévue à l'article 8 doit parvenir à la Caisse pendant le mois qui suit la mise en vigueur de la présente loi."

Amendement 31

Il est inséré un nouvel article XXV qui prend la teneur suivante:

„Article XXV: Dispositions modifiant le Code des assurances sociales

Le Code des assurances sociales est modifié comme suit:

1. L'article 9 est complété par un alinéa 2 libellé comme suit:

„L'indemnité pécuniaire de maladie est due pareillement pendant les périodes déterminées par référence à l'article 15 de la loi du ... portant création d'un congé parental et d'un congé pour raisons familiales."

2. L'article 12, alinéa 3, est complété à la suite des termes „par les statuts" par les termes „, sauf si la prestation est due au titre de l'article 9, alinéa 2".

3. A l'article 28, alinéa 2, les termes „sauf pour le financement de l'assurance maternité conformément à l'article 40" sont remplacés par les termes „sauf pour le financement des prestations de maternité et des indemnités pécuniaires dues en cas de congé pour raisons familiales conformément à l'article 40".

4. L'intitulé précédant l'article 40 prend la teneur suivante „Financement des prestations de maternité et des prestations dues au titre d'un congé pour raisons familiales".

5. L'article 40, alinéa 1, est complété à la suite des termes „prévu à l'article 26" par les termes „ainsi que l'indemnité pécuniaire de maladie due au titre de l'article 9, alinéa 2".

6. L'article 171, alinéa 1, est complété par un numéro 16), libellé comme suit:

„les périodes correspondant au congé parental dont l'assuré a bénéficié au titre de la loi du ... portant création d'un congé parental et d'un congé pour raisons familiales."

7. L'article 240, dernier tiret, prend la teneur suivante:

„à l'Etat, pour autant qu'il s'agit de périodes visées à l'article 171, 7) et 16) jusqu'à concurrence des cotisations calculées sur la moyenne mensuelle des revenus cotisables portés en compte au titre de l'article 171 au cours des douze mois d'assurance précédant immédiatement celui de l'accouchement ou de l'adoption, respectivement celui du début du congé parental, déduction faite des cotisations portées en compte au profit des intéressés à un autre titre; cette moyenne est adaptée à l'indice du coût de la vie conformément à l'article 224 et elle ne peut être inférieure au minimum cotisable mensuel."

Amendement 32

Il est inséré un nouvel article XXVI qui prend la teneur suivante:

„Article XXVI: La loi modifiée du 19 juin 1985 concernant les allocations familiales et portant création de la Caisse Nationale des Prestations Familiales, est modifiée comme suit:

Le point d) de l'alinéa 3 de l'article 16 est remplacé par la disposition suivante:

„d) à l'Etat pour toute personne affiliée obligatoirement au titre d'une activité non salariée aux termes de l'article 171, alinéa 2 du code des assurances sociales, à moins qu'elle n'exerce une activité ressortissant de la Chambre d'Agriculture ou qu'elle n'exerce une profession salariée à titre principal ou qu'elle ne bénéficie d'une pension de vieillesse, d'invalidité ou d'orphelin ou qu'elle n'ait atteint l'âge de 65 ans."

Amendement 33

Les anciens articles XXIV, XXV et XXVI sont respectivement renumérotés XXVIII, XXIX et XXX.

Amendement 34

Le paragraphe (3) du point 3. de l'ancien article XXIV est modifié comme suit:

„(3) Avant leur mise en oeuvre, les projets d'actions positives visés sont soumis pour avis au/à la délégué-e à l'égalité et au comité mixte de l'entreprise concernée."

Amendement 35

Aux articles XXIV et XXVII, les termes de „1er juillet 2003“ sont remplacés par les termes „31 juillet 2003“.

*

II. COMMENTAIRE DES AMENDEMENTS

Amendement 1

Cet amendement vise à donner à l'Administration de l'emploi (ADEM) une base légale pour faire bénéficier les chômeurs de bilans de compétence qui situeront en détail les possibilités ou les déficiences des demandeurs d'emploi à différents niveaux (formation, comportement social, disponibilité, etc.). Ces bilans seront surtout destinés à des catégories de chômeurs à risque. Par ailleurs ces bilans seront la base des parcours d'insertion individuels que l'Administration de l'emploi devra faire établir, en vertu du PAN, pour les chômeurs. Finalement l'établissement d'un tel bilan pourra être comptabilisé parmi les mesures de „nouveau départ“ exigées par les Lignes directrices de Luxembourg pour les jeunes chômeurs et les chômeurs de longue durée.

Or l'établissement d'un bilan de compétences complet et détaillé est, du moins pour certains chômeurs, la base indispensable à une réelle chance de réinsertion.

Il n'est dès lors pas à confondre avec un simple profil sommaire que l'ADEM sera en mesure, par son nouveau personnel socio-éducatif, d'établir elle-même.

Le know-how pour un bilan de compétences efficient, et, le cas échéant taillé sur mesure pour les besoins des chômeurs, existe cependant dans des organismes externes à l'ADEM, dont, mais pas exclusivement au sein de l'Institut national de formation professionnelle continue. L'ADEM, pour un travail efficace, devra donc pouvoir demander l'établissement d'un bilan de compétences valable par un de ces organismes externes.

Il est évident que la législation sur la protection des données personnelles devra être respectée. Par ailleurs il échet de souligner que l'établissement d'un bilan de compétences est en premier lieu une chance pour le demandeur d'emploi.

Etant entendu que le présent amendement crée la base légale nécessaire, le financement de ces bilans sera opéré par le biais du fonds pour l'emploi (cf. l'amendement ci-après relatif au point 10. du paragraphe premier de l'article 2 de la loi modifiée du 30 juin 1976 portant 1. création d'un fonds pour l'emploi; 2. p.m.).

Amendement 2

La Commission a décidé de maintenir son texte initial, prévoyant que seuls les contrats d'auxiliaire temporaire conclus par des associations sans but lucratif remplissant certaines conditions voire des communes ou syndicats de communes peuvent faire l'objet d'une deuxième prolongation de six mois au maximum. Dans ce cadre, il est renvoyé au commentaire des amendements parlementaires du 17 novembre 1998.

Amendement 3

Cet amendement vise à compléter l'alinéa 2 de l'article 8 de la loi du ... portant diverses mesures en faveur de l'emploi des jeunes, qui sanctionne les demandeurs d'emploi refusant sans motif valable une mesure proposée par l'ADEM, par l'ajout du refus du bilan de compétences qui sera souvent, à l'avenir un élément déterminant dans la réintégration du marché de l'emploi, a fortiori si on se rappelle les revendications légitimes réclamant l'accentuation du traitement individualisé des chômeurs.

Amendement 4

L'amendement 4 propose de réinsérer dans le texte l'exigence pour l'employeur d'informer le jeune qui a suivi une mesure chez lui des vacances de postes en temps utile. La Commission conçoit que le

terme n'est pas d'une précision juridique extrême, mais estime néanmoins nécessaire d'insérer une certaine contrainte de temps, toute relative qu'elle fût, dans le texte.

Par ailleurs cet amendement vise à rétablir la cohérence du texte alors que le Conseil d'Etat n'a pas contesté le maintien des termes „en temps utile“ à l'article 17, visant le stage d'insertion.

Amendement 5

Cet amendement a trait à la seconde des mesures pour jeunes, le stage d'insertion, et à la possibilité pour l'ADEM, de faire bénéficier les jeunes, également dans cette mesure, de l'établissement de bilans de compétence.

Pour le commentaire il est renvoyé à l'amendement 1.

Amendement 6

Cet amendement vise à compléter l'article 13 de la loi, qui a trait aux sanctions que le chômeur peut encourir, par l'inclusion du refus de l'établissement d'un bilan de compétences.

Pour le commentaire il est renvoyé à l'amendement 3.

Amendement 7

La Commission se doit de proposer de biffer les termes „de la part de l'employeur“ dans l'article 14, paragraphe (1), alors que la mesure du stage d'insertion, comme le nouveau stage de réinsertion pour adultes, consiste en fait en un détachement du chômeur par l'ADEM qui continue à assurer le paiement de l'indemnité de chômage, ainsi que de l'indemnité fixée par le nouveau texte, le cas échéant complété jusqu'à concurrence de l'indemnité de chômage, même théorique dans le cas de certains jeunes, conformément à l'article 21 de la loi.

Amendement 8

Cet amendement vise d'abord à redresser une erreur matérielle du Conseil d'Etat qui a sauté le numéro 7 dans sa numérotation des chapitres.

Par ailleurs la Commission propose de réinsérer dans le texte les termes „dans les limites de leurs compétences respectives“ dans l'article 25, alors que les chefs des deux administrations chargées de l'application de la loi, à savoir l'ADEM et l'ITM, ont insisté sur le maintien du texte pour éviter toute difficulté pratique d'application du texte au niveau des compétences respectives des deux organismes.

Amendement 9

Cet amendement est la suite logique des amendements 1, 5 et 11 ayant trait à l'établissement des bilans de compétence. Ces trois amendements créent la base légale réclamée par le Conseil d'Etat. L'amendement 9 est devenu nécessaire pour assurer le financement de ces bilans, s'ils sont effectués par un organisme externe à l'ADEM, par le biais du fonds pour l'emploi.

Cette nouvelle ligne est insérée au point 10 du paragraphe (1) de l'article de la loi modifiée du 30 juin 1976 portant 1. création d'un fonds pour l'emploi.

La ligne 10 dans la teneur actuelle lui conférée par le Conseil d'Etat est superfétatoire parce que faisant double emploi avec la ligne 32 nouvelle.

Amendement 10

Le projet de loi concernant la mise en oeuvre du plan d'action national en faveur de l'emploi 1998 prévoit des dispositions en faveur des entreprises dont le résultat est une réduction des impôts communaux. Pour diminuer cette perte financière des communes, la participation des communes dans l'alimentation du fonds pour l'emploi est ramenée de 2% à 0%. Cette contribution à charge des communes, qui est déterminée en fonction du produit de l'impôt commercial, ne fera donc plus partie des recettes du fonds pour l'emploi à partir de l'an 2000.

Précisons à cet effet que la contribution exacte des communes au fonds pour l'emploi ne peut être déterminée qu'en fin d'exercice, lorsque l'impôt commercial est connu. La contribution des communes est ainsi versée pendant l'exercice suivant, ce qui signifie que la contribution relative à l'exercice 1998 ne sera versée qu'en 1999.

Amendement 11

Cet amendement crée la base légale à l'établissement de bilans de compétence, le cas échéant par des organismes externes à l'ADEM, dans le cadre de la nouvelle mesure créée par le PAN pour les chômeurs adultes, à savoir le stage de réinsertion, que le Conseil d'Etat a intégré dans la loi modifiée du 30 juin 1976 concernant le fonds pour l'emploi.

Pour le commentaire il est renvoyé aux amendements 1, 5, 6 et 10.

Amendement 12

Ce texte est la suite logique de l'amendement qui précède au niveau des sanctions encourues par les chômeurs.

Pour les commentaires il est renvoyé à l'amendement 6.

Amendement 13

La Commission propose de modifier le texte proposé par le Conseil d'Etat en ce sens que le règlement grand-ducal y prévu pourra modifier tous les taux de prise en charge prévus par l'article 37 de la loi de 1976 dans le cadre de la nouvelle mesure du stage de réinsertion pour adultes.

Le texte, depuis le début, n'a d'ailleurs que fait reprendre l'ancien texte des mesures „jeunes“, texte qui a été repris par le Conseil d'Etat, sans commentaire, par les articles 5, paragraphe (4) alinéa 2 et 14, paragraphe (2), alinéa 4 de loi du ... portant diverses mesures en faveur de l'emploi des jeunes, dans la teneur choisie par le Conseil d'Etat.

L'intention n'était jamais – et ne pouvait d'ailleurs l'être, alors que les mesures en faveur du sexe sous-représenté n'existaient pas – de limiter le règlement grand-ducal au taux visant la „discrimination positive“ en faveur du sexe sous-représenté.

Amendement 14

La Commission propose aussi dans le cadre du stage de réinsertion en faveur des adultes, de rajouter l'exigence, pour l'employeur, d'informer le stagiaire ou l'ex-stagiaire, en temps utile, d'éventuelles vacances de postes.

Pour le commentaire il est renvoyé à l'amendement 4.

Amendement 15

Il est renvoyé au commentaire de l'amendement 8 (compétences „respectives“ de l'ADEM et de l'ITM).

Amendement 16

Cet amendement tient compte des critiques, que le Conseil d'Etat a formulées à l'égard des articles 53 et 75 du projet de loi initial (nouveaux articles 43 et 44 de la loi modifiée du 30 juin 1976 portant 1. création d'un fonds pour l'emploi; 2. réglementation de l'octroi des indemnités de chômage complet). Afin de lever tout doute sur une éventuelle discrimination entre salariés ayant le même salaire brut ou sur le paiement d'un indu à l'employeur, la Commission a opté en faveur d'un changement de la nature juridique des aides en question, à savoir pour le versement à l'employeur d'une prime à contre-valeur des cotisations sociales dues.

En ce qui concerne l'article 44, la Commission se prononce en faveur d'une gradation de l'aide: c'est pourquoi, les employeurs qui embaucheront un salarié du sexe sous-représenté ou qui concluront un contrat à durée indéterminée verront leur prime augmenter jusqu'à concurrence de l'ensemble des cotisations sociales dues pour le salarié passé au temps partiel respectivement pour le salarié embauché.

Par ailleurs, il est renvoyé au commentaire des articles 53 et 75 du projet de loi initial.

Amendement 17

L'amendement 17 vise à inscrire dans la législation concernant le fonds pour l'emploi la prise en charge d'une prime versée à l'employeur pour un salarié qui passe d'un travail à plein temps vers un travail à temps partiel respectivement pour un chômeur embauché suite à une réduction conventionnelle de la durée de travail. Cette modification des points 28. et 29. du paragraphe (1) de l'article 2 de la loi modifiée du 30 juin 1976 portant 1. création d'un fonds pour l'emploi; 2. réglementation de l'octroi des indemnités de chômage complet est devenue nécessaire suite à la reformulation des articles 43 et 44 de la même loi par le biais de l'amendement 16 ci-devant.

Amendement 18

En ce qui concerne la prise en charge, par le fonds pour l'emploi, des frais de voyage et des frais de garde d'enfants, la Commission se rallie à la proposition du Conseil d'Etat de faire bénéficier tous les parents en situation monoparentale, femmes et hommes, de cette aide lorsqu'ils participent à une mesure de formation leur assignée par l'Administration de l'emploi ou le service national d'action sociale ou dans un centre de formation professionnelle continue. En revanche, la Commission veut étendre le bénéfice de l'aide aux monoparentaux dont le revenu de ménage est inférieur à 1,5 fois le salaire social minimum pour travailleurs non qualifiés.

Amendement 19

Cet amendement complète l'article 35, paragraphe 2. de la loi modifiée du 10 juin portant 1. création d'un fonds pour l'emploi; 2. réglementation de l'octroi des indemnités de chômage complet. Cet article est devenu l'article 46 dans la structure du projet choisi par le Conseil d'Etat.

Il a trait aux décisions concernant l'indemnité de chômage, à prendre par le directeur de l'Administration de l'emploi. Il faut ajouter à la liste des décisions administratives visées celles concernant la suspension pour deux mois du traitement des dossiers des chômeurs non-indemnisés, et donc le retardement identique du début de l'indemnisation, en tant que sanction pour un refus de ces demandeurs d'emploi non indemnisés de faire suite à une initiative ou décision de l'ADEM. Cette disposition nouvelle figure dans l'article 15, selon la nouvelle numérotation choisie par le Conseil d'Etat, de la loi modifiée du 21 février 1976 concernant l'organisation et le fonctionnement de l'Administration de l'emploi et portant création d'une Commission nationale de l'emploi (article 41 du projet de loi initial).

Il s'agit donc d'un amendement purement technique.

Amendement 20

Le Conseil d'Etat propose de supprimer l'article 13 de la loi modifiée précitée du 21 février 1976, donc de la loi organique de l'ADEM, dans la teneur que lui avait conféré l'article 39 du projet de loi initial. Cette disposition ne constitue cependant pas, dans son intégralité, une disposition identique à celle du paragraphe (1) de l'article 9 de la loi, et n'est donc pas entièrement superfétatoire.

L'article 13 avait été réécrit pour le mettre en conformité avec la législation communautaire (liberté de prestation de services, concurrence déloyale).

Il est vrai que la partie du texte ayant trait à l'information obligatoire de l'ADEM en cas d'annonce publique d'une place vacante peut paraître faire double emploi avec le 2^e alinéa du paragraphe (1) de l'article 9.

Il reste que certaines dispositions essentielles manqueraient si on suivait le raisonnement du Conseil d'Etat. Cela vaut pour l'obligation d'information à charge des employeurs non résidents. Cela vaut encore pour la dispense, essentielle aux yeux de la Commission européenne, que l'ADEM peut accorder à un employeur de ne pas révéler son identité à des tiers.

Ainsi la commission parlementaire propose un nouveau texte qui tient compte à la fois de la remarque de double emploi formulée par le Conseil d'Etat ainsi que des exigences de la Commission européenne quant à la possibilité de ne pas révéler l'identité de l'employeur résident ou étranger.

Amendement 21

Cet amendement vise à réinsérer la notion de handicap psycho-social dans la législation sur les travailleurs handicapés. Il s'agit de tenir compte de la situation de certaines personnes ayant un handicap physique, mental, sensoriel ou psychique et dont la capacité de travail n'a pas subi de diminution de 30% au moins, condition requise par la loi pour la reconnaissance du statut de travailleur handicapé.

Or très souvent, ces personnes se trouvent dans un contexte social qui leur pose autant de problèmes que leur handicap proprement dit et qui rend très difficile leur adaptation et leur intégration dans la société en général, et sur le marché du travail en particulier. La nouvelle formulation des handicaps reconnus a pour objet de tenir compte de ce fait en considérant le handicap psycho-social comme une circonstance aggravante d'un ou de plusieurs handicaps physique, mental, sensoriel ou psychique.

Amendement 22

Cet amendement précise l'article 15 de la loi du 21 février 1976 (article 41 du projet initial) sur trois points:

- d'abord en insérant clairement dans le texte que la sanction prévue à l'alinéa 2 de l'amendement (suspension du dossier pour deux mois et donc début de l'indemnisation retardée de deux mois) ne peut viser que les chômeurs non indemnisés, alors que l'article 20 de la loi modifiée du 30 juin 1976 portant 1. création d'un fonds pour l'emploi; 2. réglementation de l'octroi des indemnités de chômage complet contient les sanctions pour les chômeurs indemnisés;
- d'autre part en disant expressis verbis que la suspension du traitement d'un dossier d'un chômeur non indemnisé équivaut à un retardement de deux mois du début ou, le cas échéant, de la reprise de l'indemnisation;
- finalement en précisant que le refus d'accepter le bénéfice d'un bilan de compétences rentre aussi parmi les décisions sanctionnables du chômeur.

Le texte rentre ainsi à cent pour cent dans les décisions de la tripartite.

Amendement 23

Les amendements numéros 23, 24 et 25 proposés par la commission par rapport au texte du Conseil d'Etat concernent divers aspects de l'organisation du travail.

Ces amendements visent à trouver un équilibre acceptable pour toutes les parties concernées, et à s'inscrire le plus correctement possible dans les accords tripartites du 18 avril 1998.

La commission estime que le texte qu'elle propose réalise cet équilibre de flexi-sécurité que les Lignes directrices sur l'emploi de Luxembourg de 1997 demandent à tous les Etats membres de l'Union européenne.

L'amendement 23 se rapporte à l'article 4 de loi modifiée du 9 décembre 1970 portant réduction et réglementation de la durée de travail des ouvriers occupés dans les secteur public et privé de l'économie.

Il s'agit notamment d'entourer la flexibilité introduite par la période de référence, qui peut désormais s'appliquer à toutes les entreprises, des garanties nécessaires pour les salariés.

Le rôle du plan d'organisation du travail reste déterminant. Le Conseil d'Etat, dans son avis relatif aux amendements introduits par la Chambre des Députés, partage l'avis maintes fois exprimé par la commission parlementaire et le Gouvernement, que le plan d'organisation du travail doit être un instrument visant à assurer aux salariés la sécurité souhaitée.

1. L'alinéa 1 tel que proposé du paragraphe (3) de l'article 4 regroupe les alinéas 1 et 2 actuels et ajoute une référence à l'article 37 de la loi modifiée du 24 mai 1989 sur le contrat de travail. Ce texte a trait au rôle et à l'importance du plan d'organisation du travail.

Il faut lire cette disposition en rapport avec l'alinéa 3 nouveau du paragraphe (3) et avec le paragraphe (7) actuel qui sera d'ailleurs supprimé.

A propos de l'alinéa 3, qui détermine la notion d'heures supplémentaires en cas d'existence d'un plan d'organisation du travail (POT) se greffant sur la période de référence, le Conseil d'Etat avait proposé de ne considérer comme heures supplémentaires que celles effectuées pour des faits connus d'avance, au moment de l'établissement du POT. Les variations par rapport au POT dues à des faits imprévisibles au

moment de l'établissement du plan n'auront pas le caractère d'heures supplémentaires, sauf en cas de dépassement, sur la période de référence choisie, de la durée de travail normale maximale, légale ou conventionnelle. La commission, sous réserve du remplacement du terme „imprévus“ par la notion d'„événements imprévisibles“, accepte le texte du Conseil d'Etat.

Le paragraphe (7) avait limité le recours à la période de référence à des situations où l'entreprise doit faire face à des fluctuations prévisibles ou imprévisibles.

Ce paragraphe est appelé à disparaître.

Pour contrebalancer ces éléments, la commission propose d'assortir cette approche de trois barrières de sécurité.

D'une part il s'agit de prévoir un ajout à l'alinéa 1 nouveau, qui a donc trait au rôle du plan d'organisation du travail, sous forme de référence à l'article 37 de la loi modifiée du 24 mai ayant trait aux règles applicables en cas de modifications essentielles du contrat de travail en défaveur des salariés. Le salarié estimant que le POT constitue une modification essentielle de ses conditions de travail, en ce qu'il modifie régulièrement et de manière substantielle l'organisation du travail prévue dans son contrat de travail – et ceci vaut pour les salariés à temps plein et a fortiori pour les salariés à temps partiel – aura le droit d'invoquer l'article 37 précité de la loi sur le contrat de travail.

Toutefois, cette référence à l'article 37 ne signifie pas que les règles inscrites au POT constituent d'office une modification substantielle du contrat de travail en défaveur du salarié. Il faut en effet lire ce texte ensemble avec le paragraphe (2) de l'article 4 qui énonce le principe que la durée du travail peut être répartie sur une certaine période de référence d'une autre manière que celle initialement prévue au contrat de travail.

Par ailleurs, il y aura modification essentielle du contrat au sens de l'article 37 précité, si la régularité et l'importance des modifications demandées au salarié sont telles qu'elles modifient substantiellement les conditions de travail du salarié.

2. Dans le nouvel alinéa 1, auquel l'alinéa 2 actuel se trouve intégré, le terme de „imprévus“, précisément utilisé dans cet alinéa 2 ancien est remplacé par celui de „événements imprévisibles“, notion de nature plus objective.

3. Dans l'alinéa 6, la commission demande de revenir à son texte initialement proposé, à savoir la procédure applicable en cas de désaccord subsistant de la délégation du personnel ou des travailleurs. Quatre avis négatifs successifs dûment motivés entraîneront d'abord une procédure devant le directeur de l'Inspection du travail et des mines qui tentera de conduire les parties à un accord, puis, en cas de désaccord subsistant, l'ouverture de la procédure de conciliation.

4. C'est pourquoi l'alinéa 7 initialement proposé devra aussi être rétabli.

5. En ce qui concerne le paragraphe (7) du texte proposé par le Conseil d'Etat, ce paragraphe correspondant d'ailleurs au paragraphe (7) du texte amendé par la commission, il faut relever que le Conseil d'Etat, tout en partageant l'approche de la commission visant à limiter le rôle de la période de référence à un instrument de meilleure gestion des fluctuations, avait proposé une formulation plus souple que celle choisie par la commission.

La commission, dans le cadre de la solution globale à trouver à propos de cet élément central des conclusions tripartites que constitue l'organisation du travail, propose de supprimer la référence textuelle aux fluctuations, d'autant que l'alinéa 1er du paragraphe 3 de l'article a été reformulé de manière plus claire.

Amendement 24

Il est renvoyé aux commentaires qui précèdent à propos de l'amendement 23, alors que l'amendement 24 a les mêmes objectifs par rapport à la législation sur le temps de travail concernant les employés privés.

Amendement 25

Cet amendement concerne le paragraphe (3) de l'article 1er de la loi modifiée du 26 février 1993 concernant le travail volontaire à temps partiel.

La commission entend revenir à son texte initial.

Il est renvoyé aux commentaires y relatifs.

Le texte proposé, notamment par le fait de l'introduction de la période de référence aussi pour le travail à temps partiel, assure une flexibilité supplémentaire pour les travailleurs à temps partiel, sans commettre l'injustice de traiter les travailleurs à temps partiel de manière discriminatoire par rapport aux travailleurs à temps plein.

Amendement 26

L'article XIV (ancien article XXII) modifie et complète l'article 6 de la loi du 3 août 1977 ayant pour objet: I. d'interdire le travail clandestin; II. de modifier l'article 26a) de la loi du 2 juin 1962 déterminant les conditions d'accès et d'exercice de certaines professions ainsi que celles de la constitution et de la gestion d'entreprises, modifiée et complétée par la loi du 26 août 1975.

L'article XIV renforce le respect des dispositions de la loi du 3 août 1977 en ce sens qu'il associe les agents des douanes et accises à la recherche des infractions y relatives. Par ailleurs, le texte de la loi du 3 août 1977 doit être adapté aux exigences de la loi du 13 juin 1989 portant révision de l'article 97 de la Constitution. En effet, le texte doit être précisé en ce qui concerne les agents de l'Inspection du travail et des mines et les fonctionnaires et employés du département délivrant les autorisations d'établissement. D'une part, il n'est pas possible de maintenir l'attribution à des employés de pouvoirs de police judiciaire et, d'autre part, la loi doit déterminer au moins les critères de fonctions, de qualification et/ou de grade auxquels les fonctionnaires de l'Inspection du travail et des mines et du département délivrant les autorisations d'établissement doivent satisfaire pour pouvoir effectuer des contrôles.

Amendement 27

Cet amendement vise à redresser une erreur matérielle qui s'est glissée dans le texte proposé par le Conseil d'Etat.

Amendement 28

Sans commentaire.

Amendement 29

Remarque générale

Afin de préserver à la transposition de l'accord tripartite concernant le plan d'action national pour l'emploi 1998 une certaine unité, il est proposé par les présents amendements de réintroduire le congé parental, dont le Conseil d'Etat avait fait un texte séparé, dans le corps même du projet de loi concernant la mise en oeuvre du plan d'action national en faveur de l'emploi 1998.

Afin de préserver la cohérence du texte du Conseil d'Etat, il est proposé d'y ajouter trois articles séparés, à savoir:

- un nouvel article XXIV intitulé „introduction de la loi portant création d'un congé parental et d'un congé pour raisons familiales“ (amendement 30),
- un nouvel article XXV concernant les dispositions modifiant le code des assurances sociales (amendement 31),
- un nouvel article XXVI relatif à une modification de la loi modifiée du 19 juin 1985 concernant les allocations familiales et portant création de la Caisse nationale des allocations familiales (amendement 32).

L'amendement 29 a pour objet une modification du statut des fonctionnaires pour tenir compte des adaptations introduites notamment du congé pour raisons familiales.

Amendement 30

Le nouvel article XXIV introduit le projet de loi portant création d'un congé parental et d'un congé pour raisons familiales dans le corps du plan national à l'emploi tout en maintenant une numérotation séparée. Cet amendement se base sur les articles 1 à 18 du projet de texte annexé à l'avis

complémentaire du Conseil d'Etat du premier décembre 1998 qui sont repris sauf quelques adaptations techniques.

Article 1er

– point a)

La présente proposition d'amendement tient à préciser la définition de la notion de congé d'accueil tant en ce qui concerne les salariés du secteur privé, qu'en ce qui concerne les fonctionnaires en définissant que les congés d'accueil prévus dans le présent projet sont ceux visés par la loi du 14 mars 1998 portant création de congé d'accueil pour les salariés du secteur privé, par la loi modifiée du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'Etat ainsi que par la loi modifiée du 24 décembre 1985 fixant le statut général des fonctionnaires communaux.

Par ailleurs, il est précisé que, pour les professions indépendantes la période indemnisée au titre du congé d'accueil par la caisse de maladie compétente pour les professions dont s'agit, est assimilée au congé d'accueil.

– point b)

La proposition du Conseil d'Etat consistait à accorder un congé parental à temps partiel aux personnes qui: „(...) exercent pendant la durée du congé parental à temps partiel une ou plusieurs activités professionnelles mensuelles à temps partiel sans que la durée totale de l'activité professionnelle ne dépasse la moitié de la durée moyenne mensuelle de travail exercé pendant les 12 mois qui précèdent la naissance ou le congé d'accueil“.

Outre le fait qu'il s'agit non pas de plusieurs activités professionnelles *mensuelles* à temps partiel mais plutôt de la durée *mensuelle* totale de l'activité professionnelle, le présent texte proposé était en contradiction avec le texte du 2ième alinéa du texte de l'article 2, qui, pour sa part, précise qu'au cas où le salarié souhaite bénéficier d'un congé parental à temps partiel, il doit réduire son activité d'au moins la moitié de la durée normale de travail lui applicable en vertu de la loi ou de la convention collective de travail.

La commission a opté pour cette dernière solution, à savoir l'abandon nécessaire d'au moins la moitié de la durée mensuelle normale de travail applicable plutôt que l'abandon d'au moins la moitié de la durée moyenne mensuelle de travail exercé pendant les 12 mois qui précèdent la naissance ou le congé d'accueil.

En effet, cette dernière solution semble mieux répondre à la finalité consistant à donner au congé parental un aspect de soutien du marché de l'emploi.

– point d)

Toutes les durées de travail sont, dans le présent texte, exprimées en durée mensuelle de travail.

Le deuxième alinéa nouveau du point d) vise à éviter des cas de rigueur et des injustices à l'égard de certains bénéficiaires potentiels du congé parental par l'application du principe par ailleurs parfaitement justifié inscrit à l'alinéa 1.

En effet certaines personnes peuvent se retrouver dans une situation dans laquelle elles ne peuvent remplir la condition de stage inscrite dans l'alinéa 1, et ce pour des raisons totalement étrangères à leur personne et leur volonté.

Sont visées les personnes qui perdent leur emploi par suite de raisons économiques, telles qu'une faillite, une restructuration ou un licenciement pour motifs économiques, encore que dans ce cas il faut étudier au cas par cas s'il s'agit bien d'un licenciement pour un tel motif, surtout quand il s'agit de licenciements individuels.

Dans ce cas la commission propose de donner plus de souplesse à la condition de stage en ce que le stage de douze mois sur un lieu de travail au Luxembourg et pour le compte d'une entreprise légalement établie au Luxembourg est maintenu, mais, d'une part, ne doit plus se réaliser de manière continue, et, d'autre part, peut s'inscrire dans une période de quinze mois.

– point e)

Afin de clarifier le champ d'application du présent texte, il est proposé de préciser dès l'article 1er que ce ne sont non seulement les salariés du secteur privé travaillant depuis au moins 12 mois continus qui

peuvent bénéficier du congé pour raisons familiales, mais également les fonctionnaires, employés ou ouvriers de l'Etat, d'une commune, d'un établissement public et de la société nationale des chemins de fer qui, sous les mêmes conditions, peuvent en bénéficier.

Article 2 2ième alinéa

Le présent amendement propose de prévoir directement dans le texte qu'un salarié peut avoir plus d'un employeur. Cet amendement précise que, au cas où le salarié a plusieurs employeurs, tous les employeurs doivent donner leur accord pour qu'un congé parental à temps partiel puisse être accordé.

Article 4

Cf. amendement à l'article 9.

Article 8

L'amendement de l'article 8 précise que, dans le présent contexte, le droit à l'indemnité pécuniaire est uniquement ouvert pour la durée du congé parental tel que défini par le présent texte de loi et non pas pour toute autre forme de congé parental tel qu'il peut, le cas échéant, être prévu par les conventions collectives de travail.

Article 9 paragraphe (1)

Le présent amendement rétablit en fait le texte initial du projet de loi et propose que le paiement de l'indemnité de congé parental, tel que la prévoit le projet de loi, soit de la responsabilité de la Caisse nationale des prestations familiales et non pas des caisses de maladie comme l'a proposé le Conseil d'Etat.

En effet, outre le fait que le congé parental a un caractère spécifique destiné à soutenir le marché de l'emploi, les auteurs, en retenant la Caisse nationale des prestations familiales comme organe de paiement, veulent souligner le caractère familial, l'intérêt de l'enfant ainsi que la caractéristique d'égalité des chances du présent projet.

– paragraphe (3):

Le présent amendement propose de modifier le texte initial du projet de loi de façon à ce que la mère qui n'allait pas soit dans l'obligation d'en informer par écrit la Caisse nationale des prestations familiales, afin que celle-ci puisse démarrer le plus rapidement possible le paiement de l'allocation.

En effet, étant donné que la très grande majorité des femmes allaitent leur enfant, il est plus logique de situer le point de départ normal du congé parental au troisième mois après la naissance et de faire du congé parental débutant dès le deuxième mois, donc sans que la mère n'allait, le cas exceptionnel qui doit être signalé à la caisse.

Il s'agit là d'une simplification administrative pour la CNPF lui permettant de débiter le paiement de l'indemnité de congé pour raisons familiales avec plus d'exactitude.

– paragraphe (4):

La numérotation du Conseil d'Etat qui reprenait la numérotation initiale du projet de loi est rectifiée.

– paragraphe (5):

Sans commentaire.

Article 10 paragraphe 1er:

La première phrase du paragraphe premier est reformulée de façon à clarifier que, en cas de paiement de l'allocation d'éducation ou d'une prestation non luxembourgeoise de même nature, le parent bénéficiaire n'a pas droit, pour le même enfant, à l'indemnité de congé parental. La présente formulation rend clair, a contrario, que l'autre parent peut donc avoir droit au congé parental ainsi qu'à l'indemnité de congé parental même si le premier parent a bénéficié de l'allocation d'éducation.

– ajout d'un nouveau paragraphe (3):

La loi du 7 juillet 1998 portant modification de la loi du 13 juillet 1975 et les articles 13 et 25 du code des assurances sociales prévoit en son article 6 paragraphe (2) la possibilité de dispenser la femme sala-

riée, dont le congé de maternité vient à terme, de travailler pendant toute la période nécessaire pour la protection de sa sécurité ou de sa santé.

Le présent amendement a pour finalité de suspendre l'indemnité de congé parental pour la période visée à l'article susmentionné. En effet, la femme dont s'agit, bénéficie pendant la période en question de l'indemnité pécuniaire de maladie.

Articles 13 à 18

Les articles 13 à 18 prévoient l'institution d'un **congé pour raisons familiales**. L'institution d'un congé pour raisons familiales ne porte pas atteinte aux congés de même nature prévus par les conventions collectives, dont les règles en ce qui concerne les conditions et modalités d'obtention et l'indemnisation des salariés restent applicables.

Les dispositions prévues dans le cadre du présent amendement traitent uniquement des conditions et modalités relatives à l'attribution du congé pour raisons familiales, l'indemnisation des journées d'absence en raison du congé est traitée respectivement dans le cadre des modifications du Code des assurances sociales, faisant l'objet de l'amendement 31 et des modifications des statuts des fonctionnaires publics et des fonctionnaires communaux, faisant l'objet des amendements 28 et 29. Le bénéfice de l'indemnisation est étendu aux non-salariés par l'effet des dispositions inscrites au Code des assurances sociales.

Aux termes de l'article 14 le droit au congé pour raisons familiales prévu par le présent projet est ouvert aux salariés qui doivent rester au chevet d'un enfant gravement malade, en l'absence d'une autre personne pouvant assurer la garde à domicile. La nécessité de la présence du travailleur doit être indiquée dans le certificat de maladie.

D'après l'article 15, la durée maximale du congé de deux jours par enfant et par an ne peut être dépassée que si l'enfant est atteint d'une maladie extrêmement grave (par exemple: cancer) figurant sur une liste à arrêter par règlement grand-ducal. Cette constatation incombe au Contrôle médical de la sécurité sociale.

En ce qui concerne l'établissement et la présentation du certificat médical prévu à l'article 16 les modalités sont, par l'effet des statuts de l'Union des caisses de maladie rendues applicables, identiques à celles prévues pour le cas d'incapacité de travail pour cause de maladie du travailleur.

L'article 17 préserve les droits du travailleur en matière de droit de travail et en matière de sécurité sociale. Toutefois, l'obligation patronale de verser la rémunération à l'employé privé pour le mois où survient la maladie et les trois mois subséquents ne joue pas dans le cadre du congé pour raisons familiales, de sorte que l'indemnisation du congé pour raisons familiales est assurée par les caisses de maladie, à charge du budget de l'Etat.

Cependant, les dispositions de l'article 35, paragraphe (2), sous 2, restent applicables en ce qu'elles assurent la protection de l'employé privé en matière de licenciement.

Comme la matière réglée par le chapitre 2 du projet de loi portant création d'un congé parental et d'un congé pour raisons familiales relèvent essentiellement du droit de travail, le contentieux entre l'employeur et le salarié est de la compétence des juridictions du travail.

Chapitre 3: Dispositions finales

Le présent amendement précise la mise en vigueur des dispositions relatives au congé parental.

En effet, le Gouvernement estime qu'il est nécessaire d'introduire le congé parental pour les enfants nés après le 31 décembre 1998, comme cela avait été annoncé lors du dépôt du projet de loi.

Par conséquent, la loi est mise en vigueur le premier jour du mois qui suit sa publication au Mémorial. Comme la loi n'est pas votée avant le 31 décembre 1998, il est prévu, pour les enfants nés entre le 31 décembre 1998 et l'entrée en vigueur de la loi et par exception aux délais prévus à l'article 4 de la loi, que le parent salarié souhaitant exercer son droit au congé parental doit notifier sa demande à son employeur dans la quinzaine après la mise en vigueur de la présente loi. La demande pour l'indemnité de congé parental prévue à l'article 8 doit parvenir à la caisse pendant le mois qui suit la mise en vigueur de la loi.

De cette façon, à condition que la loi soit votée avant le 31 janvier 1999, les parents pourront bénéficier de l'indemnité pour congé parental pour tous les enfants nés après le 31 décembre 1998 et cela, dès mars 1999.

Amendement 31

Un nouvel article XXV reprend les dispositions portant modification du Code des assurances sociales.

Les modifications apportées au Code des assurances sociales par les points 1 à 5 ont trait à l'introduction du congé pour raisons familiales.

L'indemnisation d'une absence de l'assuré en raison du congé pour raisons familiales se fait, en règle générale, d'après les dispositions légales et statutaires applicables aux indemnités pécuniaires de maladie en cas d'incapacité de travail de l'assuré lui-même. L'insertion dans l'article 9 d'un nouvel alinéa 2 a pour objet l'ouverture du droit aux indemnités pécuniaires au cas où l'assuré doit s'absenter de son travail en raison d'une maladie grave de son enfant. Le droit à l'indemnisation est ouvert à tous les assurés, tant salariés que non salariés. Pour cette dernière catégorie, la suspension du droit à l'indemnisation, prévue en cas d'incapacité de travail, n'est pas applicable, aux termes des modifications apportées à l'article 12, alinéa 3, au congé pour raisons familiales.

Les points 4 et 5 mettent l'indemnité pécuniaire en cas de congé pour raisons familiales à charge du budget de l'Etat.

Les points 6 et 7 ont pour objet la mise en compte du congé parental en tant que période d'assurance au titre de l'assurance pension.

Amendement 32

Il est proposé d'introduire un nouvel article XXVI relatif à la modification de la loi du 19 juin 1985 concernant les allocations familiales et portant création de la Caisse nationale des prestations familiales.

Le projet de loi initial contenait un article 126 qui prévoyait la prise en charge par l'Etat de la cotisation pour les allocations familiales payée jusqu'à présent par les indépendants ressortissant des chambres de commerce et des métiers ainsi que par les indépendants exerçant une profession libérale. Cette prise en charge de la cotisation par l'Etat est destinée à faciliter le passage à l'activité indépendante.

Le Conseil d'Etat, pour sa part, avait marqué son accord avec le texte dont s'agit, tout en le reprenant dans son avis relatif au projet de loi modifiant

- 1) la loi modifiée du 19 juin 1985 concernant les allocations familiales et portant création de la Caisse nationale des prestations familiales
- 2) la loi modifiée du 26 juillet 1986 portant
 - a) création d'un droit à un revenu minimum garanti
 - b) création d'un service national d'action sociale.

Le Conseil d'Etat avait souhaité regrouper toutes les modifications de la loi modifiée du 19 juin 1985 concernant les allocations familiales dans un même texte alors que le Gouvernement a opté, pour sa part, de faire un texte unique pour toutes les mesures prévues dans le plan d'action national pour l'emploi 1998.

Les présent amendement est donc destiné à réinscrire cette proposition dans le projet de loi concernant la mise en oeuvre du plan d'action national en faveur de l'emploi 1998.

Amendement 33

Sans commentaire.

Amendement 34

Le commentaire des articles de l'ancien article 116 est modifié comme suit:

- paragraphe (1)
- ... paragraphe (2)

Le paragraphe (3) assume l'implication des représentants du personnel d'une entreprise du secteur privé dans l'établissement d'un projet d'action positive par la consultation du/de la délégué-e à l'égalité, mission qui rentre dans les attributions assignées plus spécialement à celui ou celle-ci par l'article 11bis (2) c de la loi du 7 juillet 1998 modifiant la loi modifiée du 18 mai 1979 portant réforme des délégations du personnel ainsi que par la consultation du comité mixte dans les entreprises de plus de 150 travailleurs salariés.

Exception faite dans l'hypothèse d'une petite entreprise n'ayant pas de représentation du personnel. Dans ce cas l'avis du comité dont la composition est fixée par règlement grand-ducal est requis."

Amendement 35

Le projet de loi contient certaines dispositions dont l'application est limitée dans le temps. Dans un souci de cohérence avec le texte proposé par le Conseil d'Etat, la Commission a jugé opportun de fixer une date commune d'expiration des dispositions en question au 31 juillet 2003.

*

Compte tenu de l'urgence du projet de loi, je vous saurais gré, Monsieur le Président, si le Conseil d'Etat pouvait émettre son deuxième avis complémentaire sur le projet de loi amendé dans un délai très rapproché.

Copie de la présente sera transmise à M. Luc Frieden, Ministre aux Relations avec le Parlement et à M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre du Travail.

Veuillez agréer, Monsieur le Président, l'expression de ma considération très distinguée.

Jean SPAUTZ
Président de la Chambre des Députés